

# ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

*2015 -2016*

## L'ARMÉE FRANÇAISE DANS LA GRANDE INONDATION DE PARIS EN 1910

*Un acteur majeur de la gestion de la  
crise ?*

Ingénieur en chef de seconde classe Jean-Marc COLLIOU

Sous la direction de

Xavier BONIFACE

Professeur d'histoire contemporaine  
à l'Université de Picardie (Amiens)

## **Résumé du mini-mémoire**

Du 20 janvier au 08 février 1910, la ville de Paris, considérée à l'époque comme la plus moderne du monde, fut plongée dans le chaos et l'obscurité. La ville lumière s'était éteinte, submergée par une crue centennale qui vit les eaux de la Seine envahir de nombreux arrondissements de la capitale. Les transports fluviaux, ferroviaires et urbains furent arrêtés, l'électricité fut coupée, les communications devinrent quasiment impossibles et les usines fermèrent. Une crise qui s'étendit jusqu'à l'assemblée nationale, que les députés durent rejoindre dans les canots de la Marine nationale, ou en empruntant des passerelles construites par les pontonniers du génie militaire. Cet évènement exceptionnel fut le plus médiatisé de son époque. Cependant, plus d'un siècle après cette catastrophe, son déroulement, et la manière dont les pouvoirs publics ont géré cette crise restent méconnus ou mal interprétés. La mémoire collective semble avoir une vision biaisée de la réalité de l'évènement, portée par une interprétation individuelle et collective altérée par le prisme déformant de la surexposition et de la haute visibilité de l'action de certains acteurs, dont l'armée. Une déformation de la réalité également en partie générée par la volonté d'occulter les échecs et les évènements les plus sombres de cette crise, afin de pouvoir se reconstruire. L'objectif principal du présent mémoire est de proposer un éclairage historique et factuel sur l'action des forces armées dans la gestion de la grande inondation et d'en déterminer la portée réelle. Les actions des autres étatiques, l'impact de la solidarité collective, la résolution de la crise, ainsi que ses enseignements seront également abordés.

-----

The city of Paris, known as the most modern city of the world, was diving into the chaos for nearly 15 days, from January 20 to February 8, 1910, as the City of Lights was in darkness, overwhelmed by the floods. The overflowing waters of the Seine invaded many districts of the capital, the urban transportation was stopped, electricity got cut off and the factories were closed, leading to huge worker's strikes. Even the Deputies were obliged to reach the National Assembly using naval canoes or via bridges built by the military engineers. This exceptional event was the most publicized event of its time. However, more than a century after the disaster, there seems to be a biased awareness of the event, distorted by the media and the high visibility of some actors, including the army. The distortion of reality was also generated by the hopes and the fear of the citizens of Paris facing the great flood. The main objective of this report is to present a factual analysis of the Armed Forces' management of the great flood and by determining the real effects of its mission (highlighting and focusing the military's contribution in solving the crises).

# SOMMAIRE

<b>I – INTRODUCTION</b>	page 04
<b>II – PREMIERE PARTIE : Les forces en présence</b>	page 07
<b>11 LES ACTEURS ETATIQUES ET LA CRISE</b>	page 08
111 Janvier 910, Paris sous les eaux : Origine de la crise	page 08
112 L’action des pouvoirs publics et ses limites	page 09
113 Le constat d’échec	page 09
<b>12 LES ARMEES DANS LA CRISE</b>	page 10
121 L’entrée des forces armées dans la crise	page 11
122 La nature initiale des missions	page 11
123 Le positionnement des armées dans le dispositif	page 12
<b>13 LA VISION COLLECTIVE</b>	page 13
131 La crise et les médias	page 13
132 La crise et l’opinion publique	page 14
133 Les origines d’une vision collective biaisée	page 15
<b>II – DEUXIEME PARTIE : La portée réelle de l’action militaire</b>	Page 16
<b>21 LES MOYENS MILITAIRES ENGAGES</b>	page 16
211 Le format des armées en 1910	page 17
212 Détails des unités et moyens engagés dans la crise	page 17
213 Analyse des rapports de mission	page 18
<b>22 LES AUTRES ACTEURS DE LA CRISE</b>	page 20
221 Les autres acteurs étatiques et leurs actions	page 20
222 Les associations d’aide aux victimes	page 21
223 La solidarité nationale	page 22
<b>23 MIS EN PERSPECTIVES DES ACTIONS</b>	page 23
231 La résolution de la crise	page 23
232 Portée réelle de la contribution militaire	page 24
233 Enseignement relatifs à la gestion de la crise	page 25
<b>III – CONCLUSION</b>	page 27
<b>IV – SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE</b>	page 29
<b>V – ANNEXE 1 CHRONOLOGIQUE DES EVENEMENTS</b>	page 32
<b>VI – ANNEXE 2 PLAN DE LA CRUE</b>	page 33

## I - INTRODUCTION

La crue centennale de la Seine qui inonda Paris et sa proche banlieue fin janvier 1910 fut un évènement important du début du XX<sup>e</sup> siècle. Cet épisode tragique submergea la ville des lumières et fut la catastrophe naturelle la plus médiatisée du début du siècle dernier. Le 25 janvier au soir, débordé, et ne voyant pas d'issue à la montée des eaux, le préfet de police de Paris, Louis Lépine, demanda le renfort<sup>1</sup> de la troupe. Le ministère de la guerre et le gouverneur militaire de Paris mobilisèrent en urgence un contingent d'environ 110 000 soldats. Une force militaire principalement constituée de conscrits, de fantassins provinciaux et de sapeurs du génie, qui furent déployés dans Paris et sa proche banlieue.

Au final, on dénombra plus de 200 000 sinistrés ainsi que des centaines de bâtiments et d'infrastructures engloutis par les eaux. La ville de Paris fut paralysée pendant plus de dix jours et en a porté les stigmates pendant des mois. Cet évènement d'origine climatique, qui ne fit qu'une seule victime officielle, coûta l'équivalent d'un milliard<sup>2</sup> de nos euros. Aujourd'hui encore, cet épisode historique, autant que dramatique, alimente de nombreuses discussions sur la manière dont les pouvoirs publics réagirent à cette crise. Une crise dans laquelle l'armée française fut amenée à intervenir mais dont l'action reste à ce jour méconnue.

Cet épisode historique trouve encore aujourd'hui un écho dans l'actualité<sup>3</sup> et mérite une attention particulière. Son étude revêt un intérêt d'autant plus important car l'on sait que l'épisode se reproduira inéluctablement.

L'origine de la crue, ses effets sur l'environnement et les infrastructures, ainsi que les moyens de s'en préserver ont fait l'objet de très nombreuses publications scientifiques et historiques. Cependant, il ne semble exister aucune thèse ou étude proposant un éclairage documenté relatif à la place et à l'engagement des armées dans la conduite de cet évènement. Le rôle des forces armées reste, à ce jour, presque exclusivement illustré au travers de photographies

---

<sup>1</sup> Compte rendu de la séance du Conseil Général de la Seine du 31 janvier 1910», Bulletin Municipal Officiel, 7 février 1910. Lépine décide de faire appel à l'armée pour pallier cette pénurie. Cinq jours plus tard, lors d'une session extraordinaire du Conseil Général de la Seine, il donne un inventaire des troupes et matériels qu'il a obtenus du ministre de la Marine et du gouverneur militaire de Paris. Au total, ce sont 47 bataillons d'infanterie, 16 escadrons de cavalerie, 18 compagnies de sapeurs mineurs, 3700 chevaux, 200 bateaux, 290 canots et 23 plates qui ont été déployés dans la région Île-de-France.

<sup>2</sup> Basé sur les évaluations actualisées, proposées par plusieurs cabinets d'assurances. Repris dans le dossier de Presse de la ville de Paris relatif à l'exposition de 2010 relative à la grande inondation de 1910.

<sup>3</sup> Exercices de gestion de crue SEQUENA et NEPTUNE, pilotés par la préfecture de police de Paris afin d'anticiper les effets et la gestion de la prochaine crue centennale. Ils réunissent la quasi-totalité des acteurs étatiques de sécurité et de secours

et de courts articles généralistes. L'objectif de cette étude sera d'apporter un éclairage historique à une action militaire largement médiatisée mais dont on ne connaît pas la portée réelle.

Il s'agira d'évaluer la nature de l'engagement des armées et d'en déduire si la mémoire collective de l'intervention militaire diffère sensiblement de la réalité historique. Nous nous attacherons à lister et évaluer les actions attribuées aux différentes unités de l'armée française engagées dans la crise. Ses actions seront mises en perspective du cadre général de la réponse étatique. Les actions et moyens civils de secours engagés, ainsi que la contribution qu'apporta la solidarité nationale seront également étudiés.

Les travaux de constitution du corpus documentaire devront nous permettre de proposer des éléments factuels relatifs à l'action des différents protagonistes, mais également de recueillir des informations incluant la perception par la société de l'intervention militaire. Pour ce faire, nous nous sommes efforcés d'orienter nos recherches vers des sources officielles et publiques relatives à cet évènement. Les données issues des rapports militaires et revues officielles édités par le ministère de la guerre apportent une vision précise et en apparence objective des actions des unités.

La consultation et le dépouillement des documents officiels issus de la préfecture de police et de la mairie de Paris apportent un éclairage complémentaire sur l'action des pouvoirs publics.

Afin de compléter ce tableau et de balayer largement la problématique, nous avons consulté des sources ouvertes, via des ouvrages d'époque ou contemporains, des rapports, des reportages et des sites internet consacrés à l'inondation de 1910. Nos recherches nous ont également amené à consulter la couverture médiatique massive des quotidiens contemporains à l'évènement, en prenant soin de comparer les informations proposées par les journaux de différentes sensibilités politiques. En effet, le caractère exceptionnel de l'évènement a suscité de nombreux écrits. L'inondation fut en particulier relatée quotidiennement par une presse nationale dont les journaux avaient les plus gros tirages mondiaux de l'époque. Ce corpus mêlant sources officielles, articles de presse et témoignages permet de croiser les documents. Ce travail fut facilité par le recours à la banque de données numérisée Gallica<sup>4</sup> de la bibliothèque nationale de France.

---

<sup>4</sup> Gallica est la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France. En libre accès, elle regroupe des livres numérisés, des cartulaires, des revues, des photos et une collection d'enluminures. Au 12 avril 2014, Gallica proposait à la consultation en ligne 3 023 304 documents.

Cependant le travail de recherche et de consultation des fonds d'archives fut technique, chronophage et délicat car la quasi-totalité des recherches aboutissait à des informations relatives à la gestion de la crise par les pouvoirs publics en général et le préfet de police Lépine en particulier. Sans remettre en cause la nature des hypothèses avancées, l'accès à des fonds documentaires complémentaires, qui aurait probablement nécessité plusieurs mois de recherche supplémentaires, aurait pu consolider encore davantage la thèse défendue. De plus, l'étude s'est volontairement limitée à Paris, car il aurait été difficile de pouvoir réaliser un travail de recherche équivalent sur l'ensemble de la région parisienne, pourtant elle aussi inondée et secourue par les mêmes unités civiles et militaires.

Les très nombreux<sup>5</sup> articles de presse, et les cartes postales présentant les célèbres canots Berthon de la Marine nationale, ainsi que les sapeurs du génie construisant des digues et passerelles au milieu d'un Paris inondé, laissent à penser que l'armée aurait été omniprésente et aurait pu avoir un rôle **majeur**, voire **décisif** dans la gestion de cette grande inondation. Un sentiment collectif qui fut conforté par l'absence d'études sérieuses, les raccourcis d'une presse avide de sensationnel et une société ne semblant avoir retenu que les aspects les plus positifs de la crise. Mais la réponse militaire, réquisitionnée au plus fort de la crue, ne peut être dissociée de l'engagement déterminant de nombreuses structures et institutions civiles, ainsi que de l'élan de solidarité<sup>6</sup> exceptionnel qui s'instaura entre les sinistrés.

Nous tenterons de démontrer que la mémoire collective a une appréciation biaisée de la réalité historique des faits et que le rôle de l'armée française fut important mais en rien déterminant dans la gestion de cette grande inondation.

---

<sup>5</sup> La crue de la Seine de 1910, fut la première catastrophe naturelle bénéficiant d'une couverture médiatique utilisant le photo-reportage. Certains quotidiens ont vendu jusqu'à un millions d'exemplaires par jour pendant la semaine de crue, faisant de cette épisode climatique, l'évènement le plus médiatisée dans l'histoire de la presse. Il ne sera dépassé que par la couverture médiatique de la première guerre mondiale.

<sup>6</sup> La solidarité exceptionnelle, et le peu de victimes dénombrées sont des invariants collectifs associés à cet épisode.

## II - PREAMBULE

Nous articulerons cette démonstration autour de deux parties principales : l'une axée autour de l'origine de la crise, de l'action des pouvoirs publics<sup>7</sup> et de la perception de la crise par la société<sup>8</sup> ; l'autre analysant les actions de l'ensemble des acteurs afin de mettre en relief la portée du rôle de l'armée.

Après une brève mise en perspective historique destinée à introduire et présenter les conditions qui ont mené à la crise, il conviendra dans un premier temps de proposer une présentation des acteurs étatiques ayant pris part à la gestion de cette crue centennale. La présentation du caractère exposé et médiatisé des actions des forces armées permettra de faire comprendre pourquoi, en première approche, leur rôle avait pu paraître majeur.

Nous tenterons de comprendre dans un deuxième temps les causes profondes qui expliquent cette erreur de perception dans la nature de l'action des armées. L'analyse, dans un environnement global de la gestion de crise, des actions réellement réalisées par les armées<sup>9</sup> complètera cette première impression. C'est à partir de ces éléments qu'il sera alors possible d'évaluer le rôle réellement joué par l'armée française dans la gestion de cette grande inondation. La chronologie des principaux jalons de la crise est présenté en annexe.

### **PREMIÈRE PARTIE : *Les forces en présence***

Parler du rôle des forces armées dans la gestion de cette inondation, sans resituer l'évènement dans son contexte d'origine, ni d'évoquer les autres acteurs de la crise ne reviendrait qu'à aborder un seul pan de la question et ne permettrait pas d'en tirer des enseignements significatifs. En conséquence, il nous est apparu nécessaire de remettre en perspective la place dévolue aux armées ainsi que les conditions de leur entrée dans la crise, afin de mieux en apprécier ultérieurement les résultats. La perception de la crise par la population et son traitement par les médias de l'époque clôtureront cette première partie. La notion de vision biaisée ou orientée de l'évènement conclura le propos.

---

<sup>7</sup> *Commission des inondations, Rapport Picard*. Rapports et documents divers, Paris, Imprimerie Nationale, 1910, 800 p.

<sup>8</sup> REGHEZZA-ZITT Magali, *Paris coule-t-il ?*, Paris, Fayard, 2012, 171 p.

<sup>9</sup> *Revue du génie militaire*. Tome XXXIX (2<sup>es</sup> semestre 1910), les troupes du génie aux inondations de Paris en 1910 ; Aout 1910, 530p.

## 11 LES ACTEURS ETATIQUES ET LA CRISE

Il s'agira dans cette partie d'introduire les origines de la crise, ainsi que la réponse initiale proposée par les pouvoirs publics.

### 111 Janvier 1910, Paris sous les eaux : Origine de la crise

Au cours de l'automne 1909, une grande partie de la France fut touchée par un épisode pluvieux intense qui satura les nappes phréatiques, y compris celle du Bassin Parisien. L'hiver 1909-1910 fut marqué par une importante vague de froid qui gela les sols déjà saturés d'eau. Début 1910, des pluies torrentielles touchèrent l'ensemble du territoire. Les sols gelés étant devenus imperméables, les eaux ne furent plus absorbées et ruisselèrent en surface, venant gonfler l'ensemble des cours d'eau. C'est dans ce contexte<sup>10</sup> que la crue de la Seine débuta, à compter de mi-janvier 1910.

L'absence de barrages suffisamment dimensionnés en amont et le dysfonctionnement des rudimentaires systèmes d'alerte furent à l'origine<sup>11</sup> de la crise. Un facteur aggravant fut lié à la modernité de la cité, dont la construction d'une nouvelle ligne de métro qui, pour la première fois, passait sous la Seine. L'eau s'engouffra dans les tunnels et les galeries en construction. Paris était résolument la ville la plus moderne, mais sa nouvelle dépendance aux énergies nouvelles, ainsi que l'existence de réseaux d'égouts non étanches (sans clapet), courant sous toute la capitale, fut l'une de ses faiblesses majeures. La capitale fut, en quelque sorte, « *handicapée par sa modernité* ». Le réseau d'alerte n'ayant pas fonctionné<sup>12</sup>, les pouvoirs publics ne prirent pas, dans un premier temps, la mesure du désastre en devenir, et réagirent avec retard.

Cependant, jusqu'au 19 janvier 1910, alors que les premiers effets visibles de la crue ne pouvaient plus être ignorés, les Parisiens et les pouvoirs publics semblaient

---

<sup>10</sup> SCHNEIDER M., *Caractérisation météorologique de la crue de 1910 en région parisienne*, La météorologie, n°28, décembre 1999, p. 36

<sup>11</sup> NOUAILHAC-PIOCH, *Monographie de la crue de janvier-février-mars 1910*, commission des inondations 1910, p. 94

<sup>12</sup> *Commission des inondations, Rapport Picard*. Rapports et documents divers, Paris, Imprimerie Nationale, 1910

observer la montée des eaux avec une attitude qui fut respectivement qualifiée de nonchalante ou d'irresponsable<sup>13</sup>.

## 112 L'action des pouvoirs publics et ses limites

Malgré l'existence des textes officiels<sup>14</sup> définissant clairement, depuis 1884, les obligations de la municipalité et des services de secours relatifs à la sauvegarde des populations face aux risques d'inondations, aucun plan de sauvegarde ou d'évacuation<sup>15</sup> n'avait été rédigé. En ce début de XXème siècle, et malgré des précédents historiques, aucune réunion interministérielle ou de coordination entre les grands acteurs étatiques, ne prenait en compte ce risque. De plus, la capitale n'avait pas encore de maire, et de multiples autorités et institutions<sup>16</sup> œuvraient sans réelle cohérence d'ensemble. L'autorité la plus importante était représentée par le préfet de Police de Paris, M. Lépine. A ce titre, le préfet Lépine était également en charge de la coordination des services de secours. Cependant, le manque de dialogue et de concertation entre les différents acteurs, l'absence de plan de prévention et d'exercices d'évacuation ralentirent considérablement la capacité des acteurs publics à pouvoir réagir avec célérité et efficacité. Une passivité qui est confirmée par l'exploitation du *Bulletin municipal officiel* du 22 janvier 1910, qui ne fait état d'aucune mesure prise relative à l'inondation. Pourtant l'analyse<sup>17</sup> des comptes rendus des services météorologiques démontra que les autorités avaient été avisées dès le 18 janvier d'être face à une crue au moins égale à celle de 1876 (6,69 m au pont d'Austerlitz). Malgré ces mises en garde, ce ne fut qu'à partir du 26 janvier 1910 que les pouvoirs publics prirent les premières mesures<sup>18</sup> significatives en demandant l'appui de la troupe, et en organisant les « *premières actions mineures d'assistance des sinistrés* »<sup>19</sup>.

---

<sup>13</sup> Le petit journal illustré – Edition du 21 janvier 1910

<sup>14</sup> Loi municipale du 5 avril 1884, Art.97-6 « Le soin de prévenir par des précautions préalables convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux tels que les incendies, les inondations,....,en provoquant s'il y a lieu, l'intervention de l'administration supérieur »

<sup>15</sup> *L'Humanité*, Edition du 26 janvier 1910

<sup>16</sup> 22 services publics différents œuvraient dans la capitale en 1910, sans coordination inter-services.

<sup>17</sup> *Commission des inondations, Rapport Picard*. Rapports et documents divers, Paris, Imprimerie Nationale, 1910

<sup>18</sup> « Compte rendu de la séance du 26 janvier 1910 », *Bulletin municipal officiel*, 6 février 1910

<sup>19</sup> *Ibid.* 17

## 113 Le constat d'échec

Cette latence dans la réaction du gouvernement et des institutions fut à l'origine d'une tension sociale importante. Un climat politique et social<sup>20</sup> tendu sur lequel surfèrent plusieurs partis ou mouvances politiques allant jusqu'à demander l'instauration de la loi martiale<sup>21</sup> devant l'inefficacité de la réponse de l'état. Il convient toutefois de préciser que les attaques les plus virulentes envers le gouvernement furent essentiellement issues des milieux nationalistes. Le manque d'anticipation et de préparation<sup>22</sup> étaient les critiques les plus souvent formulées à l'encontre du gouvernement et des élus.

Le 26 janvier 1910, lors du conseil municipal, le conseiller Emmanuel EVAÏN déclara « *qu'a-t-on fait pour la prévenir (la crue), que tels ou tels points d'un quartier étaient menacés ? Rien n'a été fait* »<sup>23</sup>. La situation devint de plus en plus tendue, au fur à mesure de la montée des eaux et de la fermeture de la quasi-totalité des usines. Les ouvriers se retrouvèrent au chômage technique<sup>24</sup>, sans salaire, ni compensations. Dans les premiers jours de la crise, devant son incapacité à organiser les secours et contenir le phénomène, l'état apparut comme un « état-failli »<sup>25</sup>. Au matin du 23 janvier 1910, la quasi-totalité des voies de communication fluviales et terrestres fut interrompue. Paris, la ville lumière, était isolée, sans métro, sans usine, sans capacité de ravitaillement<sup>26</sup>.

La tension sociale s'accroît<sup>27</sup>, et plus de 150 000 Parisiens<sup>28</sup> commencèrent à être en état de *réelle détresse*<sup>29</sup>. Les premiers « réfugiés » provenant de la banlieue inondée arrivèrent dans la capitale, submergeant rapidement les structures d'accueil non préparées. Le Préfet Lépine, malgré la mobilisation de tous les acteurs étatiques, et aidé par les militaires du gouvernement de Paris stationnés sur la capitale, tira un constat

---

<sup>20</sup> La majorité des acteurs et services étatiques ou institutionnel étaient sans lien, ni hiérarchisation clairement établis

<sup>21</sup> ROBAGLIA Barthélémy, « Pas d'affolement, Non ! Mais l'état de siège oui »

<sup>22</sup> DAUDET Léon « Un régime criminel », *L'action Française*, 30 janvier 1910

<sup>23</sup> « Compte rendu de la séance du 26 janvier 1910 », *Bulletin municipal officiel*, 6 février 1910

<sup>24</sup> *Commission des inondations, Rapport Picard*. Rapports et documents divers, Paris, Imprimerie Nationale, 1910

<sup>25</sup> Terme consacré, repris par de nombreux journaux et politiciens de l'opposition début février 1910.

<sup>26</sup> Sur les 80 000 immeubles que compte Paris, plus de 20 000 sont inondés.

<sup>27</sup> JACKSON Jeffrey H. *Paris under water: How the city of light survived the great flood*, New York, St. Martin's Griffin Kindle, 2011

<sup>28</sup> En 1910, la capitale comptait, intra-muros, 3 millions et de nombreux quartier ouvriers. Elle ne dépassera plus jamais se pic.de d'habitat.

<sup>29</sup> *Ibid.*24 - *Commission des inondations 1910*

d'échec<sup>30</sup> et dut se résoudre à engager des mesures d'urgence, rapides et concrètes, dont la demande de réquisition de nouvelles troupes militaires ainsi que de biens privés.

## **12 LES ARMEES DANS LA CRISE**

Nous nous attacherons à proposer dans ce paragraphe les conditions dans lesquelles l'armée rentra dans la crise et pour quels objectifs attendus

### **121 L'entrée des forces armées dans la crise**

C'est dans ce contexte de crise, et à la demande du gouvernement, sur les conseils du Préfet de police, que l'ordre<sup>31</sup> fut donné au ministère de la guerre de fournir des soldats et d'apporter son concours au règlement de la crise. Une grande partie des 100 000 soldats, principalement des conscrits des unités de la Garnison de Paris<sup>32</sup>, avaient été « naturellement » mobilisés dès le 19 janvier, mais il s'agissait cette fois de faire intervenir les troupes d'infanterie de la grande couronne, ainsi que les pontonniers et sapeurs du génie provenant des unités de province. La réquisition toucha également la Marine nationale, qui, via le ministre de la guerre et à la demande du préfet Lépine, fournit des marins et des embarcations<sup>33</sup>, et remplit des missions de conseil relatives à la navigabilité sur la Seine. L'ensemble des troupes fut placé sous le commandement du général Dalstein<sup>34</sup>, gouverneur militaire de Paris, lequel dut coordonner leurs actions « sous les ordres »<sup>35</sup> du préfet de police de Paris.

### **122 La nature initiale des missions**

Bien que théoriquement aux ordres du général Dalstein, les missions et l'emploi des troupes étaient fixés par le préfet Lépine. Malgré la crise, la présence en masse de

---

<sup>30</sup> « *Je ne sais pas en face de quels besoins les autorités se trouvent* », propos rapportés du préfet Lépine, dans les éditions de *L'Humanité* et du *petit journal* de 27 janvier 1910.

<sup>31</sup> Conseil général de la Seine - *Ordre de réquisition – 26 janvier 1910*

<sup>32</sup> Unités de la garnison de Paris en 1910 : 4<sup>e</sup> 36<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup>, 74<sup>e</sup>, 82<sup>e</sup>, 113<sup>e</sup>, 115<sup>e</sup>, 117<sup>e</sup>, 124<sup>e</sup>, 129<sup>e</sup>, 130<sup>e</sup>, 131<sup>e</sup> régiments d'infanterie ; 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Cuirassiers ; 19<sup>ème</sup> escadron du train des équipages ; 20<sup>e</sup> secrétaires d'état-major ; 22<sup>e</sup> régiment d'infirmiers ; Légion de Paris ; Garde républicaine ; Régiments des sapeurs-pompiers de Paris.

<sup>33</sup> 300 canots dits « Berthon », qui furent initialement stockés dans la cours de la préfecture de police Paris

<sup>34</sup> Le général Dalstein était ingénieur de formation et savait commander les unités du génie militaire.

<sup>35</sup> Préfet Lépine « *je suis à la fois général, Amiral,..., je commande à la police, aux transports, aux pompiers...* »

troupes dans Paris, et la pression de certaines mouvances politiques déjà évoquées, le gouvernement n'a jamais envisagé de recourir aux conditions d'imposition d'une loi martiale<sup>36</sup>. Les forces armées étaient essentiellement sollicitées pour assurer des missions génériques ou spécifiques en appui des forces de sécurité. Les principales missions étaient relatives au maintien de l'ordre en « *complément* » des forces de sécurité intérieure, des missions de secours aux victimes, des missions de transports des sinistrés, mais également des missions de renforcement et de sécurisation des digues et de réalisation de passerelles. Des missions plus techniques d'audit des ponts, des ports, de pompage et de production d'électricité furent également ponctuellement réalisées. De nombreux moyens appartenant aux armées (locaux de casernements, nourriture, vêtements, couvertures, hôpitaux militaires) furent réquisitionnés au profit des sinistrés.

L'analyse des rapports militaires, dont des détails seront proposés plus bas, démontre que les missions dévolues aux unités du génie militaire furent les plus techniques, les plus attendues ainsi que les plus médiatisées.

### **123 Le positionnement des armées dans le dispositif général de gestion de la crise**

La présentation des missions, mentionnées plus avant, positionne celles-ci dans un rôle de forces d'appui. Ce positionnement doit être pris en considération afin de pouvoir apprécier la portée réelle de leurs actions. Jamais, les armées n'auront été placées en position de leader dans le cadre de la gestion de cette crise.

La confiance que le Président Fallières, avait en son préfet de police, lui donnant en quelque sorte les pleins pouvoirs dans la gestion de la crise, a placé l'action des armées au second plan. Nous n'avançons pas que le rôle et les missions des armées furent sans importance, mais nous observons qu'elles furent toujours subordonnées<sup>37</sup> au préfet de police de Paris, Ce fut particulièrement significatif en ce qui concerne l'emploi des dizaines de milliers de fantassins, positionnées sur Paris et sa proche banlieue, dont la principale mission fut de seconder les policiers et agents municipaux dans des missions d'interdiction de circulation, de sécurisation de site, et de gardiennage. La spécificité du

---

<sup>36</sup> *L'Humanité*, 03 février 1910

<sup>37</sup> *L'Humanité*, 27 janvier 1910, le préfet Lépine dit « je suis à la fois amiral, général ...je commande aux hommes et aux navires,...) et *Quand la Seine montera*, 24 janvier 2010, France 3, Ile de France, 79 mn

métier des armes<sup>38</sup> fut un temps oublié pour employer plus de 110 000 hommes, souvent sans armes, comme de simples auxiliaires de sécurité. Le préfet Lépine jouant sous le nombre et non sur la qualité, ce qui fut moins le cas en ce qui concerne les savoir-faire techniques des unités du génie. La nature de ce positionnement sera à prendre en compte dans le jugement relatif à la portée réelle de leurs missions, actions et résultats.

## 13 LA VISION COLLECTIVE

Ce paragraphe propose un lien entre l'action militaire susmentionnée et la perception de son action par l'opinion publique et les médias de l'époque. L'origine de la distorsion dans la mémoire collective conclura cette partie.

### 131 La crise et les médias

La grande inondation de Paris de 1910 fut, en son temps, l'évènement le plus médiatisé du monde<sup>39</sup>. Patrick Eveno, historien des médias, disait en janvier 2014 dans une interview<sup>40</sup> que « *le Petit Parisien était le quotidien au plus fort tirage mondial de l'époque, avec plus d'un million de copies par jour* ». L'évènement fut littéralement surmédiatisé. Tous les journaux et quotidiens, indépendamment de leur sensibilité politique, dépêchèrent des envoyés spéciaux, qui n'eurent parfois que quelques centaines de mètres à parcourir pour faire leurs reportages. La montée des eaux était suivie jour et nuit, centimètre par centimètre. Chaque déplacement du préfet Lépine était commenté. Chaque mouvement des troupes faisaient l'objet d'un entrefilet. Chacune des actions des pontonniers et réalisation des sapeurs du génie militaire était photographiée. Les journalistes interviewèrent quotidiennement les sinistrés, visitèrent les dispensaires, interrogèrent les ingénieurs, assistèrent aux réunions plénières du conseil de Paris.

Les médias furent indubitablement un acteur central de la crise, tant par leur propension à informer, qu'à influencer<sup>41</sup>, voire « désinformer ». Ce fut en particulier le cas en début de crise, lorsque la plupart des quotidiens, probablement avides de

---

<sup>38</sup> JACKSON Jeffrey H. *Paris under water: How the city of light survived the great flood of 1910*, Ed. Amazon Kindle, 2011

<sup>39</sup> Il sera « dépassé » par la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, qui le fera progressivement tomber dans l'oubli, seulement sauvé, dans la mémoire collective par les nombreux reportages photographiques

<sup>40</sup> *Quand la Seine montera*, 24 janvier 2010, France 3, Ile de France, 79 mn

<sup>41</sup> JACKSON Jeffrey H. *Paris under water: How the city of light survived the great flood of 1910*, New York, St.Martin's Griffin Kindle, 2011

sensationnalisme et utilisant les premiers photoreportages, présentèrent des clichés volontairement alarmistes. Ce fut également le cas lorsqu'une certaine partie de la presse joua volontairement sur le volet de l'insécurité<sup>42</sup>.

Mais, bien qu'il soit délicat de juger de sa portée et de son influence réelle, il semble acquis que les médias furent indissociables de l'histoire et de la mémoire de la grande inondation, et véhiculèrent une grande partie de l'héritage de la crue. Mais ils sont également indirectement, pour une part non négligeable, à l'origine de la vision biaisée que nous avons encore aujourd'hui de cet événement.

### **132 La crise et l'opinion publique**

Dans les premiers jours de la crue, à compter du 19 janvier 1910, et alors que les quais de la Seine commencèrent à être recouverts de plus de 20 cm d'eau, les Parisiens poursuivirent leurs activités « *entre indifférence et amusement* ». Il a fallu attendre les premières fermetures massives d'usine, des principales gares et de toutes les lignes de métro pour que les Parisiens commencent à « gronder ». A cette époque, le chômage n'était pas indemnisé, et dès le 25 janvier 1910 une tension sociale<sup>43</sup> aux allures de crise envahit Paris. Passant d'une observation amusée, les Parisiens touchés par les effets de la crue, commencèrent à reprocher aux élus le manque d'anticipation et d'organisation. « *Paris est une cité moderne, de grands et coûteux travaux ont été conduits depuis 20 ans, les égouts sont neuf, les parapets de la Seine rehaussés, les crues et leurs risques étaient connus. Alors comment pouvons-nous en être là...dans cet état de désolation et de tristesse.* »<sup>44</sup>. Se faisant l'écho d'une grande partie de la population Jean Jaurès écrivit dans L'Humanité<sup>45</sup> « *Une société où les citoyens sont ainsi à la discrétion des éléments est comme une maison sans toit.* ».

Mais, malgré des grèves localisées, des manifestations ponctuelles, et une exaspération semblant généralisée, « *l'opinion publique fit bloc face à un ennemi*

---

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> JACKSON Jeffrey H. *Paris under water: How the city of light survived the great flood of 1910*, New York, St. Martin's Griffin Kindle, 2011

<sup>44</sup> *Le Petit Parisien*, 27 janvier 1910

<sup>45</sup> *L'Humanité*, 28 janvier 1910

*commun* ». Les réserves<sup>46</sup> et provisions que conservaient les familles accrurent leur capacité de résilience.

Le gouvernement, les institutions, et plus généralement la classe politique apparaissaient certes dépassées, mais l'opinion leur reconnut la volonté de « *faire au mieux* », dans une crise qui dépassait tous les clivages. Même dans les médias, indépendamment des sensibilités politiques, la bonne volonté du gouvernement, les très nombreux déplacements sur le terrain aux contacts des sinistrés réalisés par le président Fallières et le préfet Lépine, furent mis en avant et contribuèrent à atténuer les tensions sociales et politiques. Les appels nationaux aux dons, la mobilisation de l'armée, la réquisition de tous les agents publics, la suspension provisoire des impôts, les distributions de nourriture et de vêtements furent également salutaires. L'opinion publique se rangea, solidaire, derrière son gouvernement, ses élus, ses institutions et plus généralement sa nation.

### **133 Les origines d'une vision collective biaisée**

Nous pouvons effectivement parler de vision biaisée<sup>47</sup> tant la mémoire collective semble avoir occulté ou oublié la réalité des faits historiques.

Il convient tout d'abord de préciser que le peu d'archives disponibles et d'études relatives à la grande inondation est en partie à l'origine de cette vision altérée. En l'absence d'élément factuel et historique, la mémoire collective s'est principalement transmise au travers des milliers de clichés qui furent pris pendant la crue. Un fond photographique<sup>48</sup> sans précédent pour l'époque, complété par des articles de presse présentant les actions et acteurs sous un angle souvent « sensationnaliste ».

De plus, la vision collective fut également « trompée » par la volonté commune de se reconstruire, qui se traduit dans les sociétés en crise, par l'occultation des événements les plus tragiques afin de pouvoir envisager un avenir plus serein. Une thèse développée par Magali REGHEZZA-ZITT dans son ouvrage<sup>49</sup>, qui traite en profondeur des aspects sociaux et sociétaux de la crue.

---

<sup>46</sup> En 1910, la quasi-totalité des foyers disposaient d'environ 15 jours de réserve en eau et nourriture afin de faire face à des pénuries ou en cas de conflits.

<sup>47</sup> REGHEZZA-ZITT Magali, *Paris coule-t-il ?*, Paris, Fayard, 2012, p. 35

<sup>48</sup> *Quand la Seine montera*, 24 janvier 2010, France 3, Ile de France, 79 mn

<sup>49</sup> REGHEZZA-ZITT Magali, *Paris coule-t-il ?*, Paris, Fayard, 2012, p.88

Dans ce contexte de crise, puis de reconstruction sociale, les sociétés se cherchent souvent des héros. La notion de solidarité étant difficile à transmettre via de simples clichés, la surmédiatisation de l'évènement a naturellement mis en avant les acteurs aux actions les plus visibles, ceux qui étaient les plus nombreux et qui de plus, avaient déjà de la sympathie de la population, à savoir les troupes. L'action des sapeurs du génie et des marins à bord de leurs canots Berthon fut mise en avant sur des milliers<sup>50</sup> de clichés. Des photographies mettant en scène les militaires, qui sont encore utilisées massivement dans les expositions commémoratives officielles de l'évènement et qui perpétuent le sentiment d'une armée ayant été l'acteur majeur de la gestion de crise. On y retrouve souvent, présentés sur de grandes affiches, des images de soldats dynamiques, souvent souriants décrits comme courageux, organisés et solidaires de la population<sup>51</sup>. Il n'est donc pas illogique que l'héritage collectif ait gardé en mémoire cette vision idéalisée de l'action militaire.

Il faut en conséquence, avoir conscience que la vision collective a été triplement biaisée. Elle fut en effet à la fois par le manque d'études historiques, par les aspirations à se reconstruire et la recherche de héros, mais également par l'omniprésence des actions militaires dans les reportages, les journaux et sur les photographies.

## **DEUXIEME PARTIE : *La portée réelle de l'action militaire***

Les unités militaires engagées dans cette crise ont réalisé un travail unanimement salué,<sup>52</sup> mais qu'il convient de comparer aux moyens globaux détenus par l'armée française en 1910. Cette comparaison fait immédiatement apparaître une distorsion entre leurs moyens disponibles et ceux efficacement engagés. Une impression confortée par l'analyse des actions réalisées et leurs impacts respectifs sur la résolution de la crise. Enfin la comparaison avec les moyens et résultats obtenus par les autres forces et acteurs publics, supportés par un élan de solidarité nationale, viendra tempérer la portée réelle de l'action militaire. Il sera dès lors possible d'en mesurer la valeur et de qualifier la nature de l'engagement militaire dans la gestion de cette inondation.

---

<sup>50</sup> Environ 30 % des 5 300<sup>50</sup> cartes postales éditées présentent des militaires luttant contre la crue

<sup>51</sup> JACKSON Jeffrey H. *Paris under water: How the city of light survived the great flood of 1910*, New York, St. Martin's Griffin Kindle, 2011

<sup>52</sup> *Quand la Seine montera*, 24 janvier 2010, France 3, Ile de France, 79 mn

## 21 LES MOYENS MILITAIRES ENGAGÉS

Nous présenterons dans ce paragraphe les détails des missions réalisées<sup>53</sup> en les mettant en perspective avec les moyens dont disposaient le ministère de la guerre en janvier 1910

### 211 Le format des armées en 1910, et le gouvernement militaire de Paris

Il est intéressant de s'attarder sur la nature et le volume des troupes mobilisées tant les chiffres véhiculés par les médias et publications diffèrent sur ce point critique. En effet, nombreuses sont les sources qui annoncent des chiffres très divers, allant de 20 000 à plus de 200 000<sup>54</sup> soldats mobilisés dans le traitement de cette crise. D'autres sources font référence à une armée forte de 850 000 hommes en janvier 1910. L'hétérogénéité, l'inexactitude et l'imprécision de la quasi-totalité de ces données furent de nature à brouiller la compréhension ainsi que l'appréciation des missions réalisées.

En ce qui concerne les forces armées dans leur ensemble, le *volume réel*<sup>55</sup> des troupes stationnées en Métropole en 1910, dit des « *forces pour l'intérieur* », était de 515 665 militaires, dont 25 589 officiers et 490 076 hommes de troupes. En complément de ces effectifs, les forces armées disposaient également de forces de gendarmerie, fortes de 21 353 hommes, de 2 925 gardes républicains stationnés à Paris. Les armées pouvaient également compter sur 152 677 chevaux, dont près de 70 000 étaient stationnés dans la capitale. Il est à noter que les 301 255 hommes des troupes d'infanterie représentaient plus de la moitié des effectifs totaux, alors que les sapeurs du génie, qui seront largement mis à contribution lors de la crue avaient un effectif total de 14 997 hommes.

Pour ce qui est du gouvernement militaire de Paris, son noyau était constitué par les unités de la garnison de Paris, renforcé par les unités de la grande couronne. Essentiellement constitués de fantassins conscrits à plus de 85 %, son volume total était d'environ 150 000 hommes.

---

<sup>54</sup> *Revue du génie militaire*. Tome XXXIX (2<sup>er</sup> semestre 1910), les troupes du génie aux inondations de Paris en 1910 ; août 1910, p. 223/ 240

<sup>55</sup> Comptes généraux du ministère de la guerre – Exercice 1910 6 sections 1, 2 et 3

## 212 Détails des unités et moyens engagés dans la crise

Au total<sup>56</sup>, 47 bataillons d'infanterie, 16 escadrons de cavalerie, 18 compagnies de sapeurs mineurs, 3 700 chevaux, 200 bateaux, 290 canots (ministère de la Marine) ont été déployés dans la région Île-de-France. La totalité des unités de gendarmerie (environ 20 000 hommes) et de la garde furent utilisées.

En ce qui concerne Paris, l'ensemble des troupes d'infanterie de la garnison et 8 compagnies du génie y furent employées. Il serait fastidieux de lister toutes les unités d'infanterie et de cavalerie engagées, tant elles furent nombreuses. De plus leurs actions de maintien de l'ordre et d'assistance aux sinistrés ne nécessitaient pas de compétences et/ou de matériels spécifiques. En ce qui concerne les unités du génie, la problématique est différente, car leurs savoir-faire spécifiques étaient recherchés. Nous avons jugé utile de les détailler. Nous y apportons un intérêt d'autant plus important, que nous pensons que leurs actions médiatisées sont en grande partie à l'origine de la vision collective biaisée précédemment évoquée. *Les Cahiers du génie*<sup>57</sup> de l'année 1910 recensent les actions de l'ensemble des unités de sapeurs et pontonniers engagés dans la crise. Les forces armées disposaient, en 1910, de sept régiments du génie, stationnés en métropole (Angers, Arras, Avignon, Besançon, Montpellier, Toul, et Versailles). Ils fournirent tous des sapeurs, mais avec des effectifs très variables<sup>58</sup>.

## 213 Analyse des rapports de mission

Dès les premiers jours de la crue, des détachements de tous les régiments ont été mobilisés pour lutter contre l'inondation. Ce fut le cas des dizaines de milliers de fantassins de la garnison de Paris et de sa banlieue proche dont les actions, certes numériquement très nombreuses, n'ont pas présentées de difficultés particulières. Les

---

<sup>56</sup> Compte rendu de la séance du Conseil Général de la Seine du 31 janvier 1910», Bulletin Municipal Officiel, 7 février 1910. Lépine décide de faire appel à l'armée pour pallier cette pénurie. Cinq jours plus tard, le 26 janvier 1910, lors d'une session extraordinaire du Conseil Général de la Seine, il donne un inventaire des troupes et matériels qu'il a obtenus du ministre de la Marine et du gouverneur militaire de Paris.

<sup>57</sup> *Les Cahiers du génie*. Tome XXXIX (2<sup>es</sup> semestre 1910), les troupes du génie aux inondations de Paris en 1910 ; aout 1910, p. 223 /240.

<sup>58</sup> 1<sup>er</sup> Régiment du génie, 2 compagnies à Paris à compter du 24 janvier 1910. 2<sup>ème</sup> régiment du génie, 2 compagnie (16/3 et 17/3). 3<sup>e</sup> régiment du Génie (Arras) – 20 bateaux, une compagnie – Le 28 janvier, le 4<sup>e</sup> régiment du Génie – Une compagnie, 100 hommes et 20 bateaux. Le 5<sup>e</sup> régiment du Génie : le 24 janvier : 5 compagnies de 100 hommes (des 21, 22 et 23<sup>ème</sup> Bataillon), soit environ 600 hommes. Le 6<sup>e</sup> Régiment du Génie (Angers) : 25 janvier – 2 compagnies - 250 pontonniers et enfin le 7<sup>e</sup> Régiment du Génie : 1 compagnie de 120 sapeurs

missions des unités d'infanterie et plus généralement des troupes à pieds furent essentiellement orientées vers des missions de sécurité, de garde et de secours aux victimes, en appui des forces de sécurité intérieure. Ce fut également le cas des unités de la Marine nationale dont l'action se limita à la fourniture de 290 canots et de moins de 1 000 marins. La contribution et les actions de ces unités n'en demeurent pas moins importantes et ont largement participé à la surmédiatisation de l'action militaire. Ce fut en particulier le cas des canots Berthon de la Marine, qui ne contribuèrent à transporter que quelques milliers de personnes en 15 jours, mais dont l'impact médiatique fut considérable.

Même si nous avons volontairement focalisé notre étude sur l'action des armées dans la gestion de la crue dans Paris intra-muros, il faut prendre conscience que les troupes étaient intervenues sur une grande partie du territoire national. L'épisode de crue toucha en effet de nombreuses agglomérations localisées au Nord de la Loire. Cependant, l'action la plus significative, et ayant regroupé le plus gros volume de forces, fut localisée dans Paris et sa proche banlieue.

Nous avons choisi de présenter l'action d'unités militaires plus singulières, que furent les troupes du génie, en nous basant sur les rapports détaillés de la Revue du génie militaire<sup>59</sup>.

Dès le 23 janvier 1910, sous la haute direction de M. le général directeur du génie de Paris, des unités du génie œuvrèrent dans la capitale. Les missions confiées aux unités du génie étaient souvent techniques et dangereuses. Ce fut en particulier le cas lors des inspections et renforcements des ponts et ouvrages d'arts, ainsi que lors des opérations de désobstruction du fleuve. L'ensemble des rapports de mission des troupes du génie a été regroupé dans l'édition d'août 1910 de la Revue du génie militaire. C'est une source d'information très importante, autant que précieuse qui mériterait qu'on lui consacre une étude particulière.

Dans son rapport de fin de mission le lieutenant Tournoux, du 1<sup>er</sup> Régiment du génie, écrivait « *en résumé, pendant la période de crue de la Seine qui dura du 24 au 30 janvier, officiers et sapeurs ont travaillé sans relâche aux opérations de sauvetage au moyen de*

---

<sup>59</sup> *Revue du génie militaire*. Tome XXXIX (2<sup>er</sup> semestre 1910), les troupes du génie aux inondations de Paris en 1910 ; août 1910, p. 322

*bateaux d'équipage ou même, faute de matériel, au moyen de radeaux improvisés...il fut impossible de travailler par équipe de relève et la plupart des détachements durent fournir, plusieurs jours de suite, de 12 à 16 heures de travail quotidien....on peut estimer à plus de 20 000 le nombre de sinistrés secourus parmi lesquels un grand nombre aurait eu leur vie menacée sans la rapidité de l'organisation des secours ».* Son témoignage nous éclaire sur la difficulté des missions confiées aux unités du génie, autant que sur les remarquables résultats obtenus avec des effectifs limités.

Un témoignage encore plus détaillé et argumenté fut proposé par le chef de bataillon Crosson-Duplessix du 5<sup>ème</sup> régiment du génie (5<sup>ème</sup> RG), dont l'unité, forte de 600 hommes et articulée en 6 compagnies, rejoint Paris le 24 janvier 1910. Le 5<sup>ème</sup> RG, est incontestablement l'unité ayant fourni le plus grand nombre de soldats, ainsi que celle dont les réalisations furent les plus nombreuses dans la capitale. L'analyse du rapport de fin de mission du chef de bataillon Crosson-Duplessix apporte un éclairage sur l'action du génie. Il présente dans ses conclusions *« l'ingéniosité dont les sapeurs ont fait preuve »* et précise que compte-tenu de l'urgence, le principe retenu était *« d'avancer d'abord et de parachever ensuite »*. Il y indique également que *« 5,7 km de passerelles ont été réalisées entre le 26 janvier et le 4 février 1910. »*, soit au plus fort de la crue. A l'instar des autres comptes rendus présentés dans la revue du génie militaire de 1910, il indique que de nombreuses missions annexes furent également conduites, en particulier liées aux secours de victimes isolées. Mais nous trouvons dans sa conclusion une dernière phrase qui synthétise l'état d'esprit général des soldats ayant pris part à la lutte contre la crue. Après avoir présenté les chiffres des travaux réalisés par son unité<sup>60</sup>, dont il propose un résumé en annexe, il ajoute *« Tout commentaire affaiblirait la portée, tant des résultats obtenus que du travail intensif qui, pour les réaliser, fut nécessaire et exécuté souvent dans l'eau ou sous la neige et la pluie et en tout cas dans des conditions particulièrement difficiles. »*. Ce témoignage démontre le haut niveau d'engagement, le courage et la grande détermination dont les unités du génie militaire firent preuve.

## **22 LES AUTRES ACTEURS DE LA CRISE**

---

<sup>60</sup> *Revue du génie militaire*. Tome XXXIX (2<sup>er</sup> semestre 1910), les troupes du génie aux inondations de Paris en 1910 ; août 1910, p. 128

Ce paragraphe permettra de proposer une vision exhaustive des nombreux autres acteurs de la gestion de la crise et de faire un focus particulier sur l'extraordinaire élan de solidarité qui unit les sinistrés. Une résilience des Parisiens qui fut probablement leur meilleur atout de la cité face à la crue.

## **221 Les autres acteurs étatiques et leurs actions**

Dès le 21 janvier 1910, l'ensemble des acteurs étatiques présents sur la capitale fut mobilisé par le gouvernement à la demande du Préfet Lépine. Pour être précis, il convient même d'ajouter que de nombreux agents municipaux, ainsi que des forces de l'ordre furent également mobilisés dès le 18 janvier, dès les premiers signaux d'alarme. Il convient également de préciser que l'ensemble de ces acteurs furent placés sous les ordres « direct » du préfet de police de Paris dès le 21 janvier.

Forte d'environ 8 835<sup>61</sup> hommes, la force de police fut immédiatement déployée dans Paris pour une mission d'assistance aux sinistrés et de maintien de l'ordre public. Le préfet Lépine attachait une grande importance à ce que les enquêtes de crimes et délits<sup>62</sup> continuent d'être instruites pendant la crue, ce qui compliqua significativement l'action des forces de police.

Les Sapeurs-Pompiers de Paris furent fortement sollicités et sauvèrent officiellement 643 personnes de la noyade. Ils furent immédiatement opérationnels. Les opérations de pompages qu'ils réalisèrent dans des lieux stratégiques furent souvent décisives pour éviter des drames et des effondrements de bâtiments. On déplorera la mort d'un sapeur-pompier disparu avec son embarcation, emporté par le courant, qui est la seule victime connue de l'inondation.

858 agents techniques<sup>63</sup> de la ville de Paris, en particulier les techniciens du service des transports et de la voirie travaillèrent jour et nuit. Certains d'entre-deux ne retrouvèrent leur famille en province qu'à la fin de l'inondation, courant Février.

Nous ne listerons pas l'ensemble des acteurs étatiques dont les actions furent majeures et nous terminerons cette présentation des principaux acteurs par les services des Hôpitaux

---

<sup>61</sup> Préfecture de police de Paris- Comptes et soldes année 1910

<sup>62</sup> *Quand la Seine montera*, 24 janvier 2010, France 3, Ile de France, 79 mn

<sup>63</sup> *Quand la Seine montera*, 24 janvier 2010, France 3, Ile de France, 79 mn

de Paris dont les personnels et les actions furent mises en avant par le président du conseil, M. Aristide Briand, dans son discours du 6 février 1910 qui déclara «*ils ont fait preuve d'une immense disponibilité, de professionnalisme, de sang-froid et d'une grande intelligence de situation, évitant le pire à des centaines de sinistrés*».

Tant par leurs nombres, et la qualité des résultats obtenus au vu des moyens disponibles, les actions des acteurs publics civils peuvent être considérées comme remarquables. Ces actions sont à mettre en perspective avec celles conduites par les armées qui disposaient de plus d'hommes et de moyens.

## **222 Les associations d'aide aux victimes**

Déjà présentes dans la capitale, de nombreuses associations caritatives et d'aides aux victimes se mobilisèrent dans les premiers jours de la crue. Cette mobilisation massive, autour d'une vingtaine d'organisations plus ou moins bien structurées, rassembla plus de 2 500 personnes<sup>64</sup>. Disposant souvent de locaux et d'un peu de trésorerie, les associations collectèrent rapidement de nombreux dons, des vivres, du matériel et mirent à disposition des sinistrés, de nouveaux locaux, souvent prêtés par la ville de Paris.

Parmi, les plus connues et les mieux structurées des associations, on peut citer la Croix-Rouge, organisée autour de 3 associations<sup>65</sup> qui rivalisèrent d'efficacité. De nombreuses associations étaient tenues par l'aristocratie de l'époque et bénéficièrent de soutien et d'un réseau de connaissance puissant, leur permettant de secourir plus de 55000<sup>66</sup> sinistrés.

On peut aujourd'hui prétendre que l'action des associations fut déterminante et se substitua souvent, en particulier dans les premiers jours de la crise, à la déficience des pouvoirs publics. Plusieurs rapports synthétisèrent leurs actions, dont celui du comité central de l'association des dames de France, intitulé «*secours donnés aux victimes des*

---

<sup>64</sup> Association des dames françaises «*secours donnés aux victimes des inondations de Paris, Rapport général du comité central* », février 1910, p. 6 à 44

<sup>65</sup> Société Française de secours aux blessés, Association des dames Françaises et Union des dames de France

<sup>66</sup> Commission des inondations – *Rapport Picard*, 1910

*inondations de Paris* »<sup>67</sup>. L'expérience qui fut acquise lors de la crue, s'avèrera précieuse lors de la Grande Guerre.

## **223 La solidarité nationale**

Faisant écho aux actions des associations susmentionnées, un élan de solidarité nationale marqua cet évènement tragique. Ce phénomène de « *cohésion sociale* » est développé par Magali REGHEZZA-ZITT dans son ouvrage<sup>68</sup>, dans lequel elle explique que la solidarité nationale fut un réflexe naturel face à un ennemi commun. L'analyse des faits démontre de manière factuelle que la population de la capitale, toutes professions confondues, au-delà des considérations politiques ou des luttes de classes, fit bloc pour *survivre à la crue*. Une solidarité qui dépassa les portes de la capitale pour finalement s'étendre bien au-delà de nos frontières<sup>69</sup>.

Avec la pénurie omniprésente et les usines fermées, l'on constata l'essor de petits métiers de voisinage. La *solidarité du peuple de Paris* fut exemplaire et reprise dans les médias de l'époque<sup>70</sup>. On s'hébergea entre voisins, on fit à manger pour les sinistrés du quartier, on prêta des vêtements à des inconnus.

Les dons affluèrent littéralement de Paris, de la province, provenant également massivement de l'étranger<sup>71</sup>. Les forces armées elles-mêmes, organisèrent des souscriptions<sup>72</sup> officielles. La presse fut particulièrement efficace et réussit à récolter plus de quatre millions de francs en une semaine via des souscriptions nationales. Les mairies, les élus, jusqu'au président Fallières<sup>73</sup> récoltèrent et firent des dons importants. Jusqu'au spectacle à l'étranger, aux nombreux dons de riches industriels et de pays étrangers qui permirent de lever plus de 100 millions<sup>74</sup> de francs, ce qui représentait une somme absolument considérable pour l'époque.

---

<sup>67</sup> Recueil des arrêtés, instruction et circulaires réglementaires concernant l'administration générale de l'assistance publique de Paris : Année 1910. Archives de l'assistance publique – Paris – D3S4Z8

<sup>68</sup> REGHEZZA-ZITT Magali, *Paris coule-t-il ?*, Paris, Fayard, 2012, 171 p.

<sup>69</sup> Exposition « *Paris inondé 1910* », galerie des Bibliothèques (IV<sup>e</sup>), 2010. Dossier de presse de décembre 2009, p.4

<sup>70</sup> *L'Humanité*, 26, 27, et 30 janvier 1910

<sup>71</sup> AMBROISE-RENDU Marc. « 1910, Paris inondé », Joué les Tours, Ed. Hervas, 1997, 111 p.

<sup>72</sup> *Le Journal Militaire* – 121<sup>ème</sup> Année – Année 1910 « *circulaire relative à la participation individuelle des militaires aux souscriptions ouvertes en faveur des victimes de l'inondation de février 1910 à Paris* »

<sup>73</sup> « Le président Fallières montra l'exemple en donnant 30 000 francs provenant de ses deniers personnels », *L'Humanité*, 01 février 1910.

<sup>74</sup> Compte officiel - A mettre en perspective avec les 2 millions de francs initialement votés au parlement

## 23 MISE EN PERSPECTIVE DES ACTIONS

Dans cette partie, nous comparerons les différentes actions, dans une vision globale de la problématique et nous présenterons en conclusion la portée de l'action militaire. Une ouverture relative aux enseignements pouvant être tirés de cette crue centennale sera également présentée.

### 231 La résolution de la crise

On pourrait qualifier la sortie de crise de « *résolution par défaut*<sup>75</sup> ». En effet, les eaux se sont retirées, comme elles étaient venues, à savoir, sans que cela ne fût anticipé. A compter du 29 janvier 1910, les services des eaux estimèrent que la décrue avait effectivement débuté. Les témoignages sont nombreux pour dire que si la montée des eaux s'était poursuivie de quelques dizaines de centimètres, la ville de Paris aurait été totalement paralysée. Le marché central des halles, véritable grenier de la ville, aurait été submergé, ainsi que plusieurs autres arrondissements. La ville de Paris et ses institutions pouvaient seulement espérer<sup>76</sup> que la décrue débute, afin d'éviter que la pénurie probable de vivre ne finisse par venir à bout de la solidarité.

La crise a davantage été gérée par réaction et tâtonnement que par anticipation et coordination. La cohésion des Parisiens a maintenu un liant social. Les dons et les associations purent pallier les déficiences des institutions. Enfin l'action des forces armées bien que remarquable et remarquée, n'a permis que de gagner du temps, en contenant ponctuellement les éléments, sans jamais les faire reculer.

La résolution de la crise tient donc plus d'un concours de circonstances favorables que d'une anticipation ou d'une réponse adaptée proposée par les pouvoirs publics. Pendant toute la crue, le gouvernement a subi la volonté du fleuve. Le président Fallières, agacé, dit devant les journalistes « *il va falloir que cela cesse* »<sup>77</sup>. Semblant, par ses propos, redouter qu'il n'y eu de résolution possible si les eaux avaient continué à monter.

La résilience et la solidarité ont permis à la population parisienne, soutenue par les institutions publiques et privées, de surmonter la crise.

---

<sup>75</sup> *Le Petit Parisien*, 2 Février 1910

<sup>76</sup> *Commission des inondations, Rapport Picard*. Rapports et documents divers, Paris, Imprimerie Nationale, 1910

<sup>77</sup> *L'Humanité*, 26 janvier 1910

## 232 Portée réelle de la contribution militaire

Afin d'en apprécier la valeur réelle, il convient tout d'abord de repositionner son intervention dans le contexte de la crise. Lorsque le gouvernement fit appel à la troupe, la population de Paris, dévastée par les premiers effets sensibles de la crue, était en proie aux doutes et en recherche de repères et d'ordres. L'arrivée des unités militaires, fut une réponse attendue, aux demandes d'ordres et d'organisation souhaités par la population. De plus, les troupes déployées, fortes de plus de 110 000 hommes, étaient principalement constituées d'appelés que les Français et les Parisiens observaient avec bienveillance<sup>78</sup>. Cependant la portée de leurs actions reste à relativiser compte-tenu des autres actions réalisées par les acteurs<sup>79</sup> étatiques civils. Une surmédiatisation qui complexifie l'évaluation de la valeur réelle de leurs actions.

Les missions conduites par les forces armées furent nombreuses, souvent dangereuses, conduites avec efficacité et professionnalisme, mais c'est ce que la population était en droit d'attendre de cette institution. De plus, sur les 515 000 hommes théoriquement disponibles<sup>80</sup> en ce début 1910, moins de 150 000 furent engagés pour lutter contre la crue dans Paris et sa proche banlieue. Sur les presque 15 000 sapeurs du génie militaire, moins de 3 000 furent mobilisés. De plus, l'essentiel de leur mission fut d'agir en supplétif des forces de maintien de l'ordre, de construire des passerelles et de sécuriser des digues. Si on raisonne par l'absurde on pourrait s'interroger sur l'hypothétique développement des événements dans l'éventualité où les forces armées ne seraient pas intervenues. Les parisiens auraient marché les pieds dans l'eau, les transports auraient été ralentis, certaines digues auraient probablement cédé produisant des inondations localisées de quartiers de la capitale. Mais la vie aurait continué. A titre de comparaison, les quartiers de banlieue dans lesquels l'armée ne fut pas déployée furent parfois sujets à des pillages ponctuels et des détériorations de biens privés et publics, mais les habitants continuèrent à y vivre dans des conditions de vie assez proches de celles des zones «contrôlées par l'armée».

---

<sup>78</sup> REGHEZZA-ZITT Magali, *Paris coule-t-il ?*, Paris, Fayard, 2012, p. 87

<sup>79</sup> Bulletin officiel municipal, 5 février 1910, Paris, p. 559

<sup>80</sup> Comptes généraux du ministère de la guerre – Exercice 1910 6 sections 1, 2 et 3

Cependant, l'intervention des forces armées apporta de l'ordre et de la discipline et contribua à rassurer la population. Mais leurs actions ne permirent que de retarder la montée des eaux sans jamais parvenir à la contenir. De plus, compte-tenu du volume des effectifs, la portée de leurs actions est à relativiser, si on la met en perspective avec les actions susmentionnées (actions des autres acteurs étatiques et solidarité du peuple de Paris).

Il en découle une appréciation des actions et du taux d'engagement des forces armées qui peut apparaître peu flatteur. Une impression à nuancer, mais qui est également confirmée par le peu de savoirs faire spécifiques et propres aux forces armées mise en œuvre dans la gestion de crise.

### **233 Enseignements relatifs à la gestion de la crise**

Jean Jaurès écrivit<sup>81</sup> dans *L'Humanité*, « *une société où les citoyens sont ainsi à la discrétion des éléments est comme une maison sans toit. (...) Dans tout désastre il y a une leçon* », souhaitant interpeller le gouvernement et lancer le débat afin de tirer une « leçon » de cette crue centennale.

L'absence de dispositif de prévention et d'anticipation de la crise fut clairement préjudiciable et reproché par de nombreux élus locaux, ainsi que par une bonne partie de la population. Un manque d'anticipation qui fut aggravé par l'absence totale de coordination. Dans les premiers jours de la crise, aucun des principaux acteurs étatiques ne disposait d'une feuille de route lui signifiant la nature des missions à réaliser dans le cadre de la gestion d'une crise de cette nature.

Afin de tester la solidité des procédures, il est dès lors apparu nécessaire de réaliser des « entraînements »<sup>82</sup> lors d'exercices de préparation et d'anticipation de crise. Dès l'été 1910, afin d'identifier les origines de la crue et de comprendre les raisons pour lesquelles les institutions avaient rencontrée autant de difficultés à y faire face, le gouvernement ordonna la constitution d'une commission d'enquête. La rédaction, rapide, d'un rapport d'enquête exhaustif fut son objectif.

Ce rapport « *rapport Picard* »<sup>83</sup> fit référence à l'époque, et demeure encore aujourd'hui l'un des documents les plus complets relatifs à cette inondation. Au-delà de la recherche

---

<sup>81</sup> *L'Humanité*, 28 janvier 1910

des causes de la crise, il dresse un bilan très complet des dysfonctionnements des institutions, ainsi que des dégâts. Il propose également un certain nombre de mesures devant permettre d'anticiper de se prémunir de la prochaine crue. On peut regretter que le rapport Picard ne traite que très superficiellement l'action des forces armées, dont les missions et actions ne sont que très peu abordées au fil de ce document de près de 800 pages.

Y compris dans le rapport Picard, qui y « *loua les efforts des agents de la ville et des courageuses forces de l'ordre* », l'accent fut principalement mis sur « *la cohésion, le courage et la résilience du peuple de Paris appuyés par une profonde et sincère solidarité nationale* ». Un peuple de Paris qui se révéla dans l'adversité et dont « *l'attitude et la résilience* » furent saluées par l'ensemble de la classe politique. La solidarité fut présentée comme la valeur symbole et la première responsable de la résolution de la crise. Quant aux armées, malgré la qualité de leur organisation et le professionnalisme de leurs unités, elles n'auront été positionnées qu'en complément des forces de sécurité intérieure.

De nos jours, confirmant cette tendance, le positionnement et le dimensionnement des armées au sein du plan Neptune<sup>84</sup>, place encore davantage les forces armées en qualité de forces d'appui. Le volume des forces nécessaire est estimé à seulement 10 000 hommes.

Les pouvoirs publics estiment en effet, que les travaux de sécurisation réalisés depuis 50 ans, associée à la préparation et la coordination des grands organismes étatiques permettront d'apporter une réponse adaptée et efficiente.

Davantage encore qu'en 1910, le préfet et les services publics civils seront au cœur de ce nouveau dispositif. Une organisation qui, malgré toute la confiance et la qualité qu'elle reconnaît à ses forces armées, les placera une nouvelle fois dans un rôle, certes important et exposé, mais en réalité secondaire

### III - CONCLUSION

---

<sup>82</sup> *Commission des inondations, Rapport Picard*. Rapports et documents divers, Paris, Imprimerie Nationale, 1910

<sup>83</sup> Alfred Picard, est un ingénieur ancien ministre qui fut chargé de faire la lumière sur les causes de cette catastrophe. Il s'entourant d'expert des 22 services publics qui avait été concernés par l'inondation qui durent identifier les manquements afin de pouvoir y remédier à l'avenir. L'original du rapport « Picard », constitué de 800 pages de synthèse, est conservé aux archives de la ville de Paris.

<sup>84</sup> Dans le cadre du déclenchement du plan Neptune, les armées françaises fourniraient un renfort de 10 000 hommes environ, aux ordres du préfet de police de Paris et sous commandement de l'officier général commandant la zone de défense (OGDZ). Les unités militaires n'interviendraient qu'en complément des unités de police, de gendarmerie, de sécurité civiles et de pompiers qui resteront les unités primo intervenantes

La grande inondation qui paralysa Paris en 1910 est un évènement qui fait partie de la mémoire collective. Pourtant on ne sait que peu de choses à propos de l'action des pouvoirs publics face à cette crise, et encore moins en ce qui concerne la contribution de l'armée française. Les très nombreuses photographies présentant les célèbres canots Berthon de la Marine nationale transportant les sinistrés dans un Paris aux allures de cité lacustre, ainsi que les sapeurs et pontonniers du génie construisant des kilomètres de digues et passerelles, ont pu laisser penser que l'armée avait eu un rôle de premier plan dans la gestion de cette grande inondation.

Cependant, à la lumière de l'étude des sources d'époque, il apparaît que la mémoire collective fut en partie abusée par une couverture médiatique sans précédent. Une erreur de perception et d'interprétation associée à une littérature très peu fournie, voire inexistante sur l'emploi des forces armées. Forte de plus d'un demi-million d'hommes dont quelques 100 000 pour le gouvernement militaire de Paris, l'armée française n'aura été qu'un outil aux ordres du préfet de police de Paris. Un acteur important qui œuvra au sein d'une chaîne de secours civile efficace, renforcée par un vaste élan de solidarité citoyen.

Certes, les actions de courage et d'un grand professionnalisme des unités militaires furent unanimement saluées<sup>85</sup> par les autorités civiles et la population, mais elles ont été trop tardives et limitées pour pouvoir être qualifiées de majeures ou décisives. Les armées firent preuve de réactivité, mais ne furent qu'un des acteurs, aussi efficace fut-il, de la chaîne de secours et d'assistance aux sinistrés. La distorsion est donc grande entre la force des images véhiculées et la place légitime qui doit être attribuée à la contribution militaire

L'analyse des faits démontre en effet que la gestion de la crue fut une action collective dirigée par le préfet Lépine. Les renforts militaires furent cantonnés à des missions de sauvegarde des biens et des personnes et de secours aux victimes, en complément des nombreuses forces de sécurité et de secours civiles déjà massivement présentes dans la capitale (pompiers, secours publics, police,...). Si l'on devait identifier l'un des acteurs majeurs de la résolution de crise, ce serait probablement « *l'exceptionnel*<sup>86</sup> » élan de solidarité qui anima les Parisiens et leur permis de trouver au quotidien les ressources nécessaires pour continuer à vivre. La résilience de la population parisienne fut en effet réelle.

---

<sup>85</sup> *Bulletin officiel municipal*, 5 février 1910, Paris, p. 559

<sup>86</sup> REGHEZZA-ZITT Magali, *Paris coule-t-il ?*, Paris, Fayard, 2012, p.11

En conséquence, après avoir passé en revue les différentes actions militaires, étudié les résultats obtenus et leurs effets dans la gestion de la crise, et mis en perspective avec les autres actions réalisées par les acteurs civils et étatiques, nous pouvons raisonnablement avancer que le rôle des armées fut **important mais pas majeur**.

La planification des exercices de gestion de la future crue centennale de Paris, confine d'ailleurs les armées à un « simple » rôle de renfort<sup>87</sup> des autres acteurs étatiques. Les armées, aujourd'hui comme en 1910, n'agiront qu'en complément des forces de sécurité et de police dans le traitement de la prochaine crue centennale. Comme en 1910, en cas de future inondation majeure, les forces armées seront mobilisées. Cependant, les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets, il est fort probable que l'opinion publique soit influencée par la vision d'hélicoptères militaires hélitreillant des victimes ou par les lourds moyens du génie consolidant les berges de la Seine. La justesse de perception de la mémoire collective pourrait bien en être une nouvelle fois altérée.

---

<sup>87</sup> Dans le cadre du déclenchement du plan Neptune, les armées françaises fourniraient un renfort de 10 000 hommes environ, aux ordres du préfet de police de Paris et sous commandement de l'officier général commandant la zone de défense (OGDZ). Les unités militaires n'interviendraient qu'en complément des unités de police, de gendarmerie, de sécurité civiles et de pompiers qui resteront les unités primo intervenantes

## IV- SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### Références bibliographiques

- MONCAN (de) Patrice, *Paris inondé : La grande crue de 1910*, Paris, Les Éditions du Mécène, 2009, 141 p.
- LANG Michel, CŒUR Denis, *Les inondations remarquables au XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions Quae, 2014, 400 p.
- AMBROISE-RENDU Marc. « 1910, Paris inondé », Joué les Tours, Ed. Hervas, 1997, 111 p.
- REGHEZZA-ZITT Magali, *Paris coule-t-il ?*, Paris, Fayard, 2012, 171 p.
- GISEL José, *Inondations 1910*, Paris, Ed. Broché, 2002, 157 p.
- JACKSON Jeffrey H. *Paris under water: How the city of light survived the great flood of 1910*, Ed. Amazon Kindle, 2011, 276 p.

### Documents officiels

- Loi municipale du 5 avril 1884, Art. 97-6
- *Bulletin Municipal Officiel de la ville de Paris*, 6 février 1910, « Compte rendu de la séance du 26 janvier 1910 »,
- *Bulletin Municipal Officiel de la ville de Paris*, 7 février 1910 « compte-rendu de la séance du Conseil Général de la Seine du 31 janvier 1910 »,
- *Revue du génie militaire*. Tome XXXIX (2<sup>es</sup> semestre 1910), les troupes du génie aux inondations de Paris en 1910 ; août 1910, 530p.
- *La revue de l'infanterie*, n° 283, Henri Charles-Lavauzelle, 1910, 574 p.

### Articles de presse contemporaine des faits étudiés

- *L'Humanité*, Editions du 21 janvier 1910 au 20 février 1910  
Quotidien français à sensibilité socialiste jusqu'à fin 1920, puis communiste, fondé en 1904 par le dirigeant socialiste Jean Jaurès
- *L'Aurore*, Editions de 21 janvier 1910 au 15 février 1910  
Quotidien national de sensibilité républicaine, créé par Ernest Vaughan, ancien rédacteur de L'Intransigeant, qui parut de 1897 à 1914. Il est célèbre pour avoir publié en janvier 1898 *J'accuse...!* de Zola

- *Le Petit Parisien*, Editions du 21 janvier 1910 au 13 février 1910  
Journal quotidien français publié du 15 octobre 1876 au 17 août 1944 et qui fut l'un des principaux journaux sous la Troisième République. Il est l'un des quatre plus grands quotidiens français à la veille de la Première Guerre mondiale

## Rapport

- Rapport général du comité central. Association des dames de Françaises de la croix rouge. Secours donnés aux victimes des inondations de Paris (janvier et février 1910), ca1911.
- Commission des inondations. *Rapports et documents divers, rapport Picard - analyse de la crue de 1910*, Paris, Imprimerie Nationale, 1910, p 800.
- 
- NOUAILHAC-PIOCH, *Monographie de la crue de janvier-février-mars 1910*  
Commission des inondations, 1910, 94 p.
- La crue de la Seine en Ile-de-France - Janvier 2014. Étude historique de la crue de 1910. Modélisation de scénarios de référence – rapport du CCR - Etude historique de la crue de la Seine de 1910.. Janvier 2014, 19 p.  
Dans le cadre de son activité de réassureur, CCR collecte un très grand nombre de données sur les catastrophes naturelles en France et entretient des liens étroits avec divers ministères

## Exposition

- Exposition « *Paris inondé 1910* », galerie des Bibliothèques (IV<sup>e</sup>), 2010. Dossier de presse de décembre 2009, 14 p.

## Thèse et travaux universitaires

- CAMUS Béatrice. « *Les inondations à Paris en 1910* », maîtrise d'histoire, Paris X - Nanterre, 1994, 189 p.

## Reportages (films)

- *Quand la Seine montera*, 24 janvier 2010, France 3, Ile de France, 79 mn.

## V- ANNEXE

### (Chronologie des principaux évènements de la crue de janvier 1910)

**20 janvier 1910** : La crue débute. La navigation sur la Seine est officiellement interdite.

**21 janvier 1910** : A 22 h 50, l'usine d'air comprimé qui alimente Paris s'arrête, ce qui a pour conséquence d'immobiliser toutes les horloges publiques, ainsi que les ascenseurs. L'eau envahit les quais et s'infiltré dans les égouts. Les premiers sinistrés quittent leurs foyers.

**23 janvier 1910** : Vers 12 h 00, la Seine atteint le niveau de la crue de 1876. L'inondation des premiers arrondissements débute. Par centaines, des Parisiens fuient leurs maisons inondées. Les policiers, les pompiers, les ingénieurs et agents des services publics, ainsi que les troupes du gouvernement militaire de Paris sont mobilisés et entament des missions d'assistance et de sauvegarde. Les premières passerelles piétonnes sont montées par des unités du génie.

**24 janvier 1910** : Le métro est arrêté. Les usines ferment les unes après les autres. L'Assemblée nationale vote une provision exceptionnelle de deux millions de francs au profit des sinistrés de l'inondation. L'approvisionnement en électricité est interrompu.

**25 janvier 1910** : Envahie par les eaux, l'usine chimique de production de vinaigre d'Ivry explose. Des produits chimiques se déversent dans les eaux. Des rumeurs circulent, relatives à l'effondrement des ponts de Paris. La tension sociale monte d'un cran.

**26 janvier 1910** : Le conseil de la ville de Paris, réuni en session extraordinaire, vote les premières mesures de lutte contre l'inondation. La session est houleuse car beaucoup reproche aux élus et au gouvernement d'avoir réagi trop tardivement et de s'être insuffisamment préparé. Le préfet Lépine demande l'envoi immédiat de renforts militaires de l'armée de terre et de la Marine nationale.

**27 janvier 1910** : Les premiers renforts militaires de la Marine nationale arrivent et déploient leurs matériels à la préfecture de police (environ 300 canots dépliables de type berthon). Les renforts du génie militaire sécurisent les quais et construisent de nouvelles passerelles. La ville est plongée dans le noir depuis déjà 3 jours.

**28 janvier 1910** : Vers midi, la Seine atteint son pic de crue le plus élevé depuis 250 ans. Il y a maintenant 20 000 bâtiments inondés et près de 100 000 sinistrés. Aux ordres du préfet Lépine, l'ensemble des acteurs publics œuvrent sans relâche pour contenir la crue. On redoute des épidémies (typhus). 110 000 soldats sont à cet instant déployés dans Paris et sa proche banlieue.

**29 janvier 1910** Vers 10 h 00, Le niveau de la Seine commence à baisser, c'est enfin la décrue.

**30 janvier au 8 février 1910** : L'armée et les 22 services de l'état continuent à lutter contre les eaux qui se retirent lentement. On dénombre à ce moment près de 200 000 sinistrés. Le nettoyage de la ville débute. Il faudra 45 jours avant que Paris ne retrouve une activité normale.

## VI- ANNEXE 2 – PLAN DE LA CRUE DE 1910

